

Port Acadie

Revue interdisciplinaire en études acadiennes
An Interdisciplinary Review in Acadian Studies



LANDRY Michelle, *L'Acadie politique – Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, Québec, Presses de l'Université Laval, collection « Langues officielles et sociétés », 2015, 158 p. ISBN 978-2-7637-2340-2

Michael Poplyansky

Numéro 29, printemps 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1051514ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1051514ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université Sainte-Anne

ISSN

1498-7651 (imprimé)

1916-7334 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poplyansky, M. (2016). Compte rendu de [LANDRY Michelle, *L'Acadie politique – Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, Québec, Presses de l'Université Laval, collection « Langues officielles et sociétés », 2015, 158 p. ISBN 978-2-7637-2340-2]. *Port Acadie*, (29), 147–150.
<https://doi.org/10.7202/1051514ar>

Tous droits réservés © Université Sainte-Anne, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LANDRY Michelle, *L'Acadie politique – Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*
Québec, Presses de l'Université Laval, collection
« Langues officielles et sociétés », 2015, 158 p.
ISBN 978-2-7637-2340-2

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, les Acadiens du Nouveau-Brunswick adoptent de nombreuses stratégies afin de s'organiser en tant que société autonome par rapport à la majorité anglophone. Plusieurs d'entre elles font l'objet d'études spécialisées, mais, jusqu'à aujourd'hui, personne n'en avait fait une véritable synthèse. C'est donc l'objectif que se fixe la sociologue Michelle Landry dans *L'Acadie politique – Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*.

Dans son analyse, Landry nuance les conceptions courantes de l'Acadie traditionnelle et de l'Acadie moderne (souvent associées à l'avant- et à l'après-1960). Elle nous rappelle que l'Acadie, même avant la déportation, « *ne peut être qualifiée de traditionnelle puisque les colons français sont arrivés en Amérique dans le mouvement de modernité qui se déployait sur l'Europe* » (p. 4). Néanmoins, s'inspirant de l'école de pensée « constructiviste », définie notamment par les travaux de Benedict Anderson et d'Eric Hobsbawm, elle soutient de manière convaincante que la véritable prise de conscience politique des Acadiens survient à la fin du XIX^e siècle. Cela devient possible à la suite du « *développement de moyens de communication propageant un imaginaire collectif* » et de l'émergence d'une élite lettrée pouvant « *jouer le rôle de groupe définitif* » à travers des institutions qui « *structur[ent] le "vivre ensemble"* » (p. 3).

Landry développe donc une périodisation novatrice pour encadrer son analyse du nationalisme acadien. Elle comporte six phases, qui correspondent aux six chapitres de l'ouvrage. L'existence

d'une société acadienne précède naturellement l'émergence d'un sentiment nationaliste. Ainsi, la genèse de la société acadienne constitue l'objet du premier chapitre du volume. À l'instar du Canada français, Landry conclut que la société acadienne « *s'est dessinée au milieu du dix-neuvième siècle à partir du discours d'idéologues qui voyaient en la présence de cette population française et catholique une destinée providentielle* » (p. 5). La période de « genèse » atteint son point culminant avec la première Convention nationale de 1881, moment où « *le discours reflète le mieux la capacité de se définir, par l'adoption de symboles représentant dorénavant le peuple* » (p. 5).

Puis, entre 1881 et 1918, l'on assiste à une période d'« *organisation* ». Le réseau institutionnel se développe, notamment avec la fondation de la Société nationale de l'Assomption en 1890. On lutte vigoureusement pour diverses causes, surtout pour la nomination d'un évêque acadien et pour une plus grande place du français dans les écoles publiques. Landry rappelle que, pendant cette période, le clergé ne joue pas le même rôle structurant en Acadie qu'au Québec, vu que l'Église dans les Maritimes est encore dominée par les Irlandais. La nation acadienne s'est donc structurée autour d'institutions laïques, à travers lesquelles l'élite professionnelle joue un rôle de « *"courtier" entre la nation et la société globale* » (p. 51).

Enfin, un évêque acadien est nommé en 1912, ce qui signale une plus grande mobilisation du clergé dans la période de l'entre-deux-guerres. Cette troisième phase du développement du nationalisme acadien est également définie par l'essor du mouvement coopératif, et de l'Ordre de Jacques Cartier qui cherche, « *dans les coulisses* », à promouvoir les intérêts des francophones au sein de l'État.

Pourtant, lorsque l'ancienne élite cléricale et professionnelle tente de célébrer le triomphe de sa conception traditionaliste du nationalisme acadien, avec le Bicentenaire de la Déportation en 1955, ce discours est déjà dépassé. Dans son quatrième chapitre, Landry explore l'expansion de l'État qui caractérise la période de l'après-guerre. À partir de la victoire électorale de Louis J. Robichaud en 1960, les Acadiens éprouvent une confiance sans précédent en l'État provincial. En même temps, une nouvelle élite est en train de se former, notamment à l'Université de Moncton (créée sous la gouverne de Robichaud en 1963). Exposée à divers courants

idéologiques, celle-ci devient graduellement moins optimiste par rapport à la technocratie et commence à forger de nouvelles conceptions du nationalisme acadien, où l'on cherche à prendre contrôle des structures étatiques pour le bien de la collectivité.

Ainsi, le cinquième chapitre du volume est consacré au développement du néonationalisme dans les années 1970, symbolisé notamment par de nouveaux regroupements, tels la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick et le Parti acadien. Pourtant, les projets politiques qu'ils véhiculent ne sauront se réaliser, mis à part la reconnaissance de la dualité au ministère de l'Éducation et l'enchâssement de la loi 88 sur l'égalité des communautés linguistiques dans la constitution canadienne. Le chapitre examine aussi la prolifération d'autres associations de langue française à partir du milieu des années 1980, qui, tout en cherchant à élargir les espaces francophones, « *réduisent du même coup la cohérence de l'ensemble des actions politiques* » (p. 7).

Enfin, le sixième et dernier chapitre se penche sur la situation actuelle en Acadie, caractérisée par un « *rapport dialectique* » (p. 7) entre une définition ethnique de l'acadianité (telle qu'elle est exprimée lors des congrès mondiaux) et une identité plus civique, qui rallierait tous les francophones vivant au Nouveau-Brunswick. Il s'agit en effet d'une des plus grandes tensions qui existe actuellement en Acadie, une tension qui fait l'objet de nombreuses études parues au cours des deux dernières décennies¹. Landry note que, curieusement, les mêmes individus sont souvent à la fois impliqués dans les CMA et divers organismes francophones du Nouveau-Brunswick, définis par le partage de la langue et le territoire. Elle conclut fort raisonnablement qu'aucune de ces deux voies ne constitue une réelle planche de salut pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick; les congrès courent le risque de la folklorisation, tandis que les organismes francophones sont caractérisés par l'éparpillement, les luttes de pouvoir et les difficultés financières.

1. Caroline-Isabelle Caron, « Pour une nouvelle vision de l'Acadie », dans Martin Pâquet et Stéphane Rivard (dir.), *Balises et références – Acadies, francophonies*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 433-460; André Magord et Chedly Belkhodja, « L'Acadie à l'heure de la diaspora? », dans *Francophonies d'Amérique*, n° 19, 2005, p. 45-54; et Joseph-Yvon Thériault, *L'identité à l'épreuve de la modernité*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1995, 323 p.

Dans l'ensemble, l'ouvrage de Michelle Landry apporte une contribution importante aux études acadiennes. Bien qu'elle n'ait pas fait de recherche archivistique, son livre innove en traitant de plus de 150 ans d'histoire en un seul volume. Il réussit à illustrer la constance du désir des Acadiens du Nouveau-Brunswick (ou au moins d'une certaine élite) de « *faire société* ». Au fil du temps, de nombreux moyens ont été utilisés, mais le désir fondamental demeure le même. L'écriture de Landry est également très accessible; le livre ne manquera sûrement pas d'intéresser à la fois des spécialistes et un public non universitaire.

Landry ouvre aussi des pistes prometteuses pour d'autres travaux. De nombreux chercheurs se penchent actuellement sur les différentes variantes du nationalisme acadien évoquées dans le livre et de nouvelles études empiriques ne manqueront sûrement pas dans les années qui suivent. Par ailleurs, il serait intéressant de traiter également de la conscience politique des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse. Étant donné leur situation démographique bien particulière, il était certes justifiable pour Landry de se concentrer uniquement sur les Acadiens du Nouveau-Brunswick. Ce sera donc à d'autres de comparer l'action des Acadiens des autres provinces maritimes à celle de leurs confrères néo-brunswickois, surtout dans la période de l'après-1960, où l'État provincial devient un acteur de plus en plus important. Présignons que le désir de « *faire société* » n'y est pas absent non plus.

Michael Poplyansky
Université de Regina